

# Rapport Mondial: Résultats de l'évaluation dirigée par la communauté du déploiement du SWIT et de la participation significative des travailleuses du sexe en Indonésie, Kenya, Suriname et Ukraine

## INTRODUCTION:

Les travailleuses du sexe sont une population clé dans la réponse mondiale au VIH, étant donné qu'elles sont 13.5 fois plus susceptibles de vivre avec le VIH que d'autres adultes. Le poids disproportionné du VIH porté par les travailleuses du sexe signifie qu'il est urgent que les pays investissent dans des programmes avec les travailleuses du sexe, mais il est également important qu'ils investissent dans les bonnes sortes de programmes. [Mettre en Œuvre des Programmes VIH/IST Complets avec les Travailleuses du Sexe: Approches Pratiques tirées d'Interventions Collaboratives](#) aussi connu comme l'Outil de Mise en Œuvre avec les Travailleuses du sexe (SWIT) fournit des lignes directrices pratiques sur comment mettre en œuvre des programmes VIH et IST basés sur les droits avec et pour les travailleuses du sexe. Il a été publié en Octobre 2013 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUP), le Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), le Réseau Mondial des Projets sur le Travail du Sexe (NSWP), la Banque Mondiale et Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

LINKAGES/PNUD ont contracté le NSWP pour développer et piloter un cadre d'évaluation communautaire du déploiement du SWIT pour examiner le niveau de conscience et de compréhension du SWIT et l'étendue avec laquelle les programmes sur le travail du sexe adhèrent aux principes mis en lumière dans celui-ci, ainsi qu'un [cadre pour évaluer la participation significative des travailleuses du sexe](#) dans les forums politiques et de programmation et les prises de décisions. Ces cadres ont été développés en collaboration avec des travailleuses du sexe désignées par l'[Alliance Africaine des Travailleuses du Sexe](#) (ASWA); le [Réseau Asie Pacifique des Travailleuses du Sexe](#) (APNSW); [Réseau de Plaidoyer pour les Droits des Travailleuses du sexe en Europe de l'Est et Centrale et Asie Centrale](#) (SWAN); [Plateforme Latino-Américaine des Personnes qui Exercent le Travail Sexuel](#) (PLAPERTS); [Coalition Caribéenne sur le Travail du Sexe](#) (CSWC); des collègues des programmes LINKAGES et Bridging the Gaps, le Fonds Mondial, PNUF, PNUD, OMS et ONUSIDA à [la Réunion Mondiale des Expertes en Septembre 2017 en Ukraine](#).

Le cadre d'évaluation implique de conduire des entretiens avec des personnes des organisations représentant cinq catégories de parties prenantes identifiées pendant la Réunion Mondiale des Experts:

1. Organisations dirigées par des travailleuses du sexe
2. Organisations non-gouvernementales (à l'international, national et local)
3. Programmes soutenus par le Fonds Mondial
4. Programmes gouvernementaux
5. Agences des Nations Unies

Le cadre d'évaluation a été piloté par OPSI en Indonésie (Février 2018), KESWA au Kenya (Mars 2018), Chances for Life au Suriname (Avril 2018) et l'Organisation Charitable de toute l'Ukraine Legalife-Ukraine (UCO) en Ukraine (Mai 2018).

## CONTEXTES DES PAYS:

Bien qu'il n'y ait pas de loi spécifique contre le travail du sexe au niveau national, certains gouvernements provinciaux et locaux ont légiféré contre toutes formes de travail du sexe. Beaucoup de règlements provinciaux prohibent la vente de services sexuels et les travailleuses du sexe sont pénalisées sous les délits d'ordre public. Le code pénal prohibe la 'facilitation, le commerce des femmes et de vivre des revenus de la prostitution'. Cependant, il y a aussi un système de maisons closes réglementées gérées dans certaines localités. Le gouvernement Indonésien a récemment annoncé des plans pour sévir contre les maisons closes réglementées et fermer toutes les quartiers désignés pour le travail du sexe.



Le nombre croissant de groupes conservateurs et la montée du fondamentalisme en Indonésie crée des défis considérables à cause des statuts juridiques précaires du travail du sexe dans le pays et rend les conditions de vie et de travail des travailleuses du sexe plus difficiles.



Bien qu'il n'y ait pas de loi spécifique contre la vente de services sexuels au niveau national au Kenya, presque tous les pays ont des lois qui criminalisent les travailleuses du sexe sous le racolage et les délits d'ordre public. Les parties tierces qui facilitent le travail du sexe, le fait de vivre des revenus du travail du sexe et la tenue de maisons closes sont aussi criminalisées.

Le Kenya a la troisième plus grande population de personnes vivant avec le VIH en Afrique sub-Saharienne (1.2 million de personnes) et la plus haute prévalence VIH nationale de tous les pays en dehors du sud de l'Afrique. Les estimations et modélisations nationales indiquent que 51% des nouvelles infections chez les adultes se trouvent dans huit des 47 comtés. Au sein des comtés, il y a d'importantes variations dans le poids du VIH, avec une épidémie concentrée parmi les populations clés incluant les travailleuses du sexe femmes, hommes et transgenres.

Bien qu'il n'y ait pas de loi spécifique contre la vente de services sexuels au niveau national au Suriname, des rapports indiquent que les travailleuses du sexe de rue sont ciblées par la police. La tenue de maisons et le 'proxénétisme' sont illégaux mais certaines maisons sont autorisées à opérer et sont enregistrées.



Le Suriname est une république démocratique avec environ 600.000 habitants, le pays est actuellement en crise économique. Il y a trois organisations travaillant avec les travailleuses du sexe:

Liefdevolle Handen, Chances for Life et SUCOS, cette dernière étant une organisation dirigée par des travailleuses du sexe établie récemment.



En Ukraine, vendre des services sexuels est illégal en tant que délit administratif, tandis que la tenue de maisons et le 'proxénétisme' sont criminalisés.

L'Ukraine a l'un des taux de VIH/SIDA les plus élevés en Europe. Selon une étude de 2015, environ 7% des travailleuses du sexe vivent avec le VIH, et depuis 2008 le mode prédominant de transmission est la transmission sexuelle. Malgré l'effort constant des ONGs et corps gouvernementaux, les travailleuses du sexe continuent de faire face à des barrières pour accéder à des services au sein des programmes nationaux. Jusqu'à récemment, les travailleuses du sexe et autres populations clés ont été exclues du développement et mise en œuvre

des programmes de prévention et de l'expression des besoins urgents de leurs communautés. C'est seulement en 2017 que des représentants des populations clés ont été autorisés à participer aux dialogues nationaux et groupes de travail pour rédiger la demande de financement 2018-2020 auprès du Fonds Mondial et pour élire des représentants au Mécanisme de Coordination du Pays.

### **SUIVRE LE DEPLOIEMENT DU SWIT: Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe**

En Indonésie, les organisations dirigées par des travailleuses du sexe signalent avoir des systèmes en place pour répondre aux besoins ou plaintes des membres de la communauté ainsi que des systèmes sécurisés pour conserver leurs données.

Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe signalent des barrières administratives et législatives pour mettre en œuvre des programmes et ont attribué ces difficultés généralement aux institutions gouvernementales car les organisations dirigées par des travailleuses du sexe qui ne sont pas enregistrées légalement ne peuvent pas accéder aux fonds du gouvernement. En outre, un des défis est le manque de financements pour les programmes qui abordent les besoins des travailleuses du sexe au-delà du VIH et des infections sexuellement transmissibles, telle que la violence qui est connue pour augmenter la vulnérabilité au VIH.

"Seulement quelques problèmes de santé, seulement les infections sexuellement transmissibles et le VIH. Peu de problèmes de cartes d'identité, de maisons sécurisées et autres"

SWARA

Fiche du Pays Indonésie

"HOYMAS et BHESP du Comté de Nairobi ont reçu plus de financements parce qu'elles peuvent utiliser le SWIT et le mettre en œuvre pleinement, une communauté diverse de travailleuses du sexe qu'elles servent peuvent interagir pleinement avec les outils présentés, les succès depuis l'établissement de cliniques amicales pour les travailleuses du sexe et d'un plaidoyer via le SWIT ont mené à la réalisation des droits des travailleuses du sexe au Kenya."

Fiche du Pays Kenya

Au Kenya, les organisations dirigées par des travailleuses du sexe de 4 comtés (Busia, Kisumu, Mombasa et Nairobi) du Kenya ont pris part au pilote. Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe ne signalent pas de financements reçus pour plaider en faveur du SWIT. Cependant, les organisations dirigées par des travailleuses du sexe telles que [BHESP](#) et [HOYMAS](#) qui fournissent déjà des services signalent recevoir plus de financements pour mettre en œuvre des services basés sur les droits alignés sur le SWIT. Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe via des opportunités comme l'[Académie Africaine des](#)

[Travailleuses du Sexe](#) ont appris sur le SWIT et ont pu partager de l'information sur celui-ci, ce qui peut informer le plaidoyer pour son usage au Kenya.

Le Suriname a une organisation dirigée par des travailleuses du sexe: la Surinamese Coalition of Sex Workers (SUCOS). Les membres du CA de SUCOS signalent être familiers du SWIT à la suite de plusieurs activités de renforcement des capacités et ont une copie de l'outil en anglais. Ils signalent utiliser le SWIT dans leur travail comme guide pour la planification des interventions mais pas en tant qu'outil pour le plaidoyer. Néanmoins, SUCOS a l'intention d'utiliser le SWIT pour renforcer davantage le pouvoir des travailleuses du sexe et l'utiliser pour le plaidoyer dans le futur.

En Ukraine, deux organisations nationales de travailleuses du sexe existent. Legalife-Ukraine (UCO) a participé au pilote. Malheureusement, les représentantes de League Legalife n'ont pas pu participer. Les représentants des organisations dirigées par des travailleuses du sexe signalent connaître le SWIT et le comprendre grâce aux activités de renforcement des capacités entreprises par Legalife-Ukraine. Les groupes d'initiative urbains de Legalife-Ukraine (UCO) ont des copies imprimées du

SWIT, ainsi que le [Guide Futé des Travailleuses du Sexe sur le SWIT](#) en russe. Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe signalent avoir reçu un soutien technique et financier de partenaires nationaux et internationaux. En conséquence d'une capacité améliorée au sein des organisations dirigées par des travailleuses du sexe elles ont pu recevoir plus de financements, élargir leur activité dans le pays et sécuriser plus de partenaires. Legalife-Ukraine (UCO) signale un manque de compréhension et d'expérience dans la mise en œuvre du SWIT parmi d'autres parties prenantes dans le pays. Il est aussi signalé que de nombreuses travailleuses du sexe manquent de connaissances et de motivation pour participer aux prises de décisions. Ceci est aggravé par une peur d'être exposée, la stigmatisation et la discrimination subies par les travailleuses du sexe en tant que population criminalisée.

Malgré les difficultés existantes, les leaders et activistes travailleuses du sexe notent quelques changements positifs et signalent qu'il est nécessaire de continuer à plaider pour que le SWIT soit adopté et mis en œuvre par toutes les parties prenantes nationales, ainsi que de continuer à développer la capacité des organisations dirigées par des travailleuses du sexe et les autres parties prenantes sur le SWIT.

### **SUIVRE LE DEPLOIEMENT DU SWIT: Les organisations non-gouvernementales**

Les niveaux de connaissance du SWIT en Indonésie varient parmi les ONGs. LINKAGES par exemple connaît le SWIT et 2 autres outils de mises en œuvre mais ne mentionne pas le [TransIT](#). Quand demandé de prioriser des chapitres, leur thème focus ne correspondent pas aux chapitres du SWIT. Les ONGs en Indonésie ne plaident pas pour l'utilisation du SWIT vers l'externe, mais font des efforts pour concevoir, mettre en œuvre et suivre les programmes en lien avec ce guide normatif international.

"Pour plaider spécifiquement sur le SWIT nous avons fait des efforts pour inclure des composantes dans le programme via une équipe dans les services communautaires, inclure des composantes de développement organisationnel, des services dirigés par la communauté, services de soutien, contre la stigmatisation et discrimination, encourageant les CSOs d'embaucher les communautés (services communautaires)"  
LINKAGES  
Fiche du Pays Indonésie

Les organisations non gouvernementales telles qu'ICRH-Kenya sur la région côtière utilisent le SWIT dans le plaidoyer pour les droits des travailleuses du sexe au niveau local. Elles signalent voir le SWIT comme une chance de renforcer les programmes avec les travailleuses du sexe dans tout le pays. La plupart des ONGs prenant part aux interviews au Kenya, comme LVCT Health Kenya et AIDS Healthcare Foundation Kenya signalent utiliser le SWIT ainsi que des guides nationaux pour les populations clés pour mettre en œuvre leurs programmes sur le travail du sexe. Les ONGs dans le pays signalent également délivrer des programmes adaptés à certains des besoins divers des travailleuses du sexe, incluant les femmes travailleuses du sexe, les travailleuses du sexe migrantes, les travailleuses du sexe vivant avec le VIH, et les travailleuses du sexe qui utilisent des drogues.

Au Suriname la plupart de ces ONGs travaillent principalement avec d'autres populations clés (hommes ayant des rapports avec des hommes et les personnes trans), elles signalent que certaines personnes dans les organisations connaissent le SWIT mais il n'est ni connu ni appliqué par toute l'organisation. Certains notent qu'une plus grande connaissance et mise en œuvre du SWIT serait bénéfique pour ces organisations car elles fournissent des services aux travailleuses du sexe qui sont aussi des hommes ayant des rapports avec les hommes ou des personnes trans. Cependant, certaines ONGs

"Nous ne reconnaissons pas le travail du sexe comme travail. Que dirait on si un groupe de dealers de drogues disait que c'est leur travail parce qu'ils en tirent des revenus? Nous croyons que seul quelque chose que tu as besoin d'étudier peut être perçu comme travail."  
Liefdevolle Handen (Loving Hands)  
Fiche du Pays Suriname

reconnaissent leur manque de connaissances sur le SWIT et ont référé des cas de travailleuses du sexe dépistées positives au VIH aux organisations qu'elles savent plus sensibilisées sur celui-ci comme Chances for Life – la seule ONG au Suriname qui a signalé utiliser le SWIT dans la planification, mise en œuvre et suivi des programmes. Une ONG travaillant avec des "femmes et filles vulnérables" y compris certaines femmes et filles qui vendent des services sexuels signale qu'elles ne sont pas une organisation de travailleuses du sexe et bien qu'elles expriment que le SWIT soit un outil efficace, elles affirment également que l'organisation a "sa propre vision" qui n'accepte pas le travail du sexe comme travail.

Alliance for Public Health, une organisation non gouvernementale qui est le principal bénéficiaire en Ukraine, signale que pas plus de 15% de la subvention du Fonds Mondial ne va vers les programmes pour les travailleuses du sexe. Un représentant du Secrétaire du Conseil National de Coordination sur la prévention du VIH/SIDA en Ukraine annonce que pour 2018-2020, 60% de la subvention du Fonds Mondial est allouée vers les populations clés, cependant, seulement 3% de ce montant est alloué pour des programmes pour les travailleuses du sexe et qu'aucune organisation dirigée par des travailleuses du sexe n'a reçu de financement direct. Néanmoins, les deux organisations de travailleuses du sexe ont reçu des financements des bénéficiaires principaux: League Legalife a reçu un financement d'Alliance for Public Health pour des campagnes publiques promouvant une réforme juridique sur le travail du sexe et Legalife-Ukraine (UCO) a reçu un financement d'All-Ukrainian Network of People Living with HIV/AIDS pour de la mobilisation et du renforcement du pouvoir communautaire.

### **SUIVRE LE DEPLOIEMENT DU SWIT: Les programmes soutenus par le Fonds Mondial**

En Indonésie, un membre du Mécanisme de Coordination du Pays représentant les personnes vivant avec le VIH et l'ONG PKBI DKI Jakarta, un sous bénéficiaire du Fonds Mondial étaient interviewés. Les interviews révèlent que tandis que l'expertise des travailleuses du sexe était reconnue comme bénéfique pour les programmes, les relations avec la communauté étaient plutôt informelles. Les barrières juridiques à la mise en œuvre des programmes avec les travailleuses du sexe par les organisations dirigées par les travailleuses du sexe continuent d'être un défi.

"Tous mes amis ont la capacité, les compétences, et elles restent maximisées. Par ailleurs, les amis ont l'expérience qui devient capitale pour le bon programme cible"  
"En moyenne s'il y a un appel d'offre, qu'il y ait une organisation légale et des organisations administratives telle que pour le domicile, le NPWP et moi savons que cette organisation communautaire est toujours en processus, donc qu'elle n'en bénéficie pas"  
PKBI DKI Jakarta

Le bénéficiaire principal du Fonds Mondial au Kenya, Kenya Red Cross, a pris part à l'interview. Kenya Red Cross engage les preneurs de décision au niveau du pays à changer les lois liées au travail du sexe et fournit des formations avec les organisations dirigées par des travailleuses du sexe et les bureaux administratifs du comté ainsi que du soutien aux organisations dirigées par des travailleuses du sexe pour participer aux réunions de coordination consultatives et périodiques. Elles reconnaissent que les travailleuses du sexe sont les mieux placées pour plaider pour leurs besoins et leurs droits. Les politiques et les lois qui créent directement ou indirectement des barrières pour les travailleuses du sexe dans l'accès aux programmes sont signalées comme un défi pour mettre en œuvre des programmes basés sur les droits ainsi que le manque de lignes directrices gouvernementales claires pour le traitement respectueux des populations clés dans les locaux financés par le gouvernement. Cependant, en 2014 le SWIT a été incorporé au sein des lignes

directrices nationales au Kenya et a mené à la création d'un groupe de travail technique qui suit les organisations et programmes afin de s'assurer qu'elles sont alignées sur le SWIT.

Au Suriname, la coordinatrice pays du Fonds Mondial qui fait partie du CCM a pris part à l'interview. Elle connaît le SWIT et le reconnaît comme outil utile pour les programmes avec les travailleuses du sexe fournissant du discernement sur les défis auxquels font face les travailleuses du sexe. Un manque de connaissances sur le SWIT parmi les membres du CCM est identifié et il est reconnu que la formation sur le SWIT est nécessaire. Elle signale que 50% du montant total des financements pour les programmes VIH soutenus par le Fonds Mondial dans le pays est ciblé vers les programmes pour les populations clés, et 50% de ce montant est dirigé vers des programmes pour les travailleuses du sexe. Cependant, SUCOS, la seule organisation dirigée par des travailleuses du sexe dans le pays, n'est pas récipiendaire du financement du Fonds Mondial. Il y a une reconnaissance du besoin d'améliorer les connaissances sur le SWIT parmi les membres du CCM et il est aussi reconnu que certains des principes du SWIT ne sont pas respectés car il n'y a pas de financement pour l'organisation dirigée par des travailleuses du sexe.

Les parties prenantes du Fonds Mondial interviewées en Ukraine sont des ONGs dont les réponses sont résumées sous la section organisations non gouvernementales de ce rapport.

### **SUIVRE LE DEPLOIEMENT DU SWIT: Programmes gouvernementaux**

Le Ministère de la Santé a pris part au pilotage du cadre de suivi et d'évaluation pour le déploiement du SWIT en Indonésie. Ils affirment que les données des usagers de services ont été gardées verrouillées et que les dossiers médicaux étaient confidentiels mais ne sont pas au courant de la mise en œuvre du SWIT en Indonésie. Le Ministère de la Santé signale aussi qu'il n'y a pas de ressource interne pour les organisations dirigées par les travailleuses du sexe ni les activités de renforcement des capacités pour elles.

“Dans les guides sur le dépistage VIH, le service ARV mentionné, les données du patient devraient être gardées verrouillées et le dossier médical est confidentiel et pas toute personne qui accède”  
Ministère de la santé  
Fiche Pays Kenya

Les représentants du gouvernement qui ont pris part aux interviews au Kenya étaient les représentants de la Santé des comtés de Busia, Kisumu, Mombasa et Nairobi. En outre, les responsables politiques de l'unité de contrôle du SIDA ont aussi participé. Ils affirment que les politiques et lois créent des barrières à la mise en œuvre de programmes basés sur les droits comme souligné dans le SWIT. Au Kenya, le manque de ligne directrice claire sur comment les services financés par le gouvernement devraient travailler avec les populations clés mène à des accords bilatéraux informels entre ces services financés par le gouvernement et les organisations dirigées par des travailleuses du sexe, ce qui peut être instable. Les services financés par le gouvernement incluent des programmes pour les soins et le traitement des personnes vivant avec le VIH, délivrance et adoption de la PrEP, programmes préservatifs et lubrifiant ainsi que la mise en route de normes pour les rapports d'exécution des partenaires.

La Tête du Département de Recherche, Planification et Suivi du Ministère de la Santé du Suriname a pris part à l'interview. Le gouvernement ne surveille pas si les programmes sur le travail du sexe qui sont mis en œuvre par des ONGs dans le pays utilisent le SWIT comme guide. Malheureusement, aucune information n'est fournie sur le financement vers des programmes avec les travailleuses du sexe et les Ministères n'alignent pas leur travail sur les programmes sur le travail du sexe. Le Ministère de la Santé signale aussi qu'il n'y a aucune barrière à la mise en

“Oui, j'ai été formé à l'usage du SWIT mais tous les programmes du Suriname financés par le Ministère de la Santé ne sont pas requis pour l'usage de l'outil. Nous laissons cela à l'organisation non gouvernementale.”  
Ministère de la Santé  
Fiche du Pays Suriname

œuvre des programmes sur le travail du sexe en lien avec le SWIT dans le pays mais, au même moment, il n’y a aucune législation qui protège les travailleuses du sexe dans le pays.

En Ukraine, un représentant du conseil régional de Kirovograd et un représentant du conseil de coordination de Kiev sur la prévention du VIH ont pris part au pilote. 4 autres représentants gouvernementaux étaient d’accord pour être interviewés mais ont annulé à cause de changements non prévus d’horaires de travail, certains ont reporté les interviews mais ils étaient trop tard pour ce rapport. L’un des représentants est familier avec le SWIT et affirme que la région adhère aux recommandations faites dans le SWIT. Cependant, l’autre représentant gouvernemental n’a aucune connaissance (ni de copie imprimée) du SWIT. Les travailleuses du sexe sont représentées au conseil régional mentionné ci-dessus (selon la personne interviewée) et les travailleuses du sexe sont impliquées dans le Conseil national sur le VIH/SIDA.

### **SUIVRE LE DEPLOIEMENT DU SWIT: Les agences des Nations Unies**

En Indonésie, les représentants de l’Organisation Mondiale de la Santé [OMS], le Fonds des Nations Unies pour la Population [FNUP], le Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA [ONUSIDA] et le Programme des Nations Unies pour le Développement [PNUD] ont pris part au pilote. Bien que toutes ces organisations sont conscientes du SWIT, la connaissance est parfois limitée à des personnes plutôt qu’à l’institution, et n’est pas complète sur tous les chapitres du SWIT. Les co-sponsors de l’ONUSIDA signalent se concentrer sur le mandat de leur propre agence (en lien avec les ressources disponibles), plutôt que de travailler ensemble pour assurer que toutes les composantes du SWIT soient plaidées pour, et mis en œuvre, résultant dans des guides pour des programmes sur les préservatifs et lubrifiants qui ne sont pris par aucune agence des Nations Unies. L’ONUSIDA et le PNUF signalent fournir des ressources aux organisations dirigées par des travailleuses du sexe tandis que l’OMS et le PNUD affirment qu’ils n’ont aucune ressource qui leur permettrait de faire cela. Le PNUF et l’ONUSIDA ne plaident pas pour des ressources qui soient allouées à la mise en œuvre du SWIT ou le renforcement des capacités mais plaident pour des lignes directrices qui soient utilisées par les programmes pour les travailleuses du sexe. Le PNUF plaide en externe pour une utilisation du SWIT. Différentes agences des Nations Unies voient leur rôle comme de pousser d’autres agences des Nations Unies à soutenir la mise en œuvre du SWIT ou sa promotion en interne. Le PNUF signale travailler sur l’augmentation de la solidarité dans la communauté des travailleuses du sexe, tandis que l’OMS signale pousser d’autres agences des Nations Unies à prendre des mesures pour augmenter la solidarité au sein de la communauté des travailleuses du sexe.

"Si dans le PNUF, il semble que je sois seul à connaître le SWIT, c’est parce que dans le PNUF la partie sur le programme c’est juste moi, et l’aide avec l’équipe pour le budget et l’administration donc peut être qu’ils sont familiers mais pas vraiment familiers"

PNUF

Fiche du Pays Indonésie

Au Kenya, des représentants de l’ONUSIDA et du PNUF signalent un engagement continu avec la communauté des travailleuses du sexe. Le Directeur des pays de l’ONUSIDA plaide activement pour le SWIT avec les ONGs et les corps gouvernementaux tel que le Programme National de Contrôle du SIDA & IST [NASCOP], le Conseil National de Contrôle du Sida [NACC] et le Ministère de la Santé. Le PNUF Kenya signale avoir un forum où les jeunes populations clés peuvent signaler des plaintes, un représentant du réseau national dirigé par des travailleuses du sexe siège au Comité Consultatif de la Jeunesse où ils plaident pour la pleine adoption et le déploiement du SWIT.

Au Suriname une représentante du PNUF a été interviewée, elle signale que bien que le personnel du PNUF soit conscient de l'existence du SWIT, ils n'en sont pas familiers. Il n'y a eu aucun atelier de renforcement des capacités sur le SWIT organisé par le PNUF depuis 2015 pour les organisations de la société civile. La représentante reconnaît le rôle du PNUF dans le plaidoyer pour le SWIT mais affirme aussi que ce n'est pas complètement fait. Bien qu'il y ait des financements pour les travailleuses du sexe au sein des Programmes de Santé Sexuelle et Reproductive ils ne sont pas alloués aux organisations dirigées par des travailleuses du sexe. Cependant, le développement de ces programmes sont informés par le SWIT. La seule barrière identifiée pour la mise en œuvre de programmes dirigés par des travailleuses du sexe est le manque de ressources, tandis que le PNUF affirme que leur attention actuelle est sur les personnes 'qui sont forcées dans le travail du sexe' et les filles mineures forcées dans le mariage, ce qui n'est pas aligné sur le guide établi dans le SWIT.

"On a des barrières mais ce sont les manques de ressources. Les ressources financières et humaines sont dures à trouver."

PNUF

Fiche du Pays Suriname

En Ukraine un représentant de l'ONUSIDA a pris part au pilote. Il signale que l'ONUSIDA dans le pays est familier avec le SWIT, l'utilise, plaide pour son usage et fournit un soutien technique aux organisations sur comment utiliser le SWIT ou rédiger des demandes de financements pour sa mise en œuvre. L'Ukraine est l'un des rares pays où l'ONUSIDA signale que les Co-Sponsors sont alignés et il y a un point focal pour coordonner les activités des Nations Unies liées au travail du sexe. Les barrières législatives sont signalées comme obstacle principal à la mise en œuvre de programmes dirigés par des travailleuses du sexe et la fourniture de services aux travailleuses du sexe dans le pays, de telles barrières empêchent les financements gouvernementaux pour des programmes basés sur les droits pour les travailleuses du sexe et alignés sur le SWIT.

#### **ANALYSE DE LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE: Parmi les parties prenantes**

En Indonésie, bien que la traduction et l'interprétation soient habituellement disponibles pendant les réunions, les interviews des parties prenantes révèlent que la plupart des documents sont principalement en anglais et non accessibles à la communauté des travailleuses du sexe.

"S'il y a des réunions impliquant certains pays il y a des traducteurs, mais la littérature anglophone c'est beaucoup"

PNUF

Fiche du Pays Indonésie

Les barrières juridiques et administratives restent des défis dans la mise en œuvre des programmes dirigés par des travailleuses du sexe dans le pays avec des exigences irréalistes telles que des qualifications universitaires ou des années d'expérience requises. Cela affecte aussi la capacité des parties prenantes à recruter des travailleuses du sexe pour leur expertise.

Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe signalent une participation significative des travailleuses du sexe dans la planification, au travers de la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, de la gestion à la gouvernance tandis que d'autres ONGs signalent impliquer des personnes sur la base du cas par cas sans mécanismes formels pour assurer la participation significative des organisations dirigées par des travailleuses du sexe. L'OMS signale la participation d'une organisation dirigée par des travailleuses du sexe dans l'examen juridique des questions et politiques liées au travail du sexe.

En Indonésie, toutes les parties prenantes qui ont pris part aux interviews reconnaissent les travailleuses du sexe et les organisations dirigées par des travailleuses du sexe comme experts dans les programmes et politiques liées au travail du sexe. Mieux encore, leur expertise était souvent prise en considération.

Les interviews révèlent que la plupart des parties prenantes n'ont pas de mécanismes formels pour s'engager avec des organisations dirigées par des travailleuses du sexe. Le pilote fournit la chance pour les parties prenantes de réfléchir sur ces mécanismes.

"C'est bien de venir avec cette question pour ma réflexion, Je suis à un an du CCM, comment le reste de cette année peut être plus significatif et l'améliorer"

CCM  
Fiche du Pays Indonésie

Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe au Kenya sont engagées pour la participation significative de la communauté des travailleuses du sexe. Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe signalent que les travailleuses du sexe sont impliquées dans chaque aspect de l'organisation ainsi que dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes.

"Les [organisations dirigées par des travailleuses du sexe] s'assurent que les travailleuses du sexe sont impliquées dans chaque mesure de la gestion quotidienne de l'organisation, de la conception du programme, mise en œuvre, suivi et évaluation et pour apprendre le plaidoyer aussi."

Organisations dirigées par des travailleuses du sexe  
Fiche du Pays Kenya

Les ONGs sont signalées comme parfois réticentes à employer des travailleuses du sexe, mais LVCT est citée comme un exemple positif avec beaucoup de leurs travailleurs outreach venant de la communauté des travailleuses du sexe. Kenya Red Cross signale une participation significative des organisations dirigées par des travailleuses du sexe dans les lignes directrices ainsi que dans la conception, mise en œuvre et suivi des programmes sur le travail du sexe.

Bien que les agences des Nations Unies n'engagent pas toujours les organisations dirigées par des travailleuses du sexe en lien avec les attentes de la communauté, il est reconnu qu'il y a des interactions positives avec et du soutien de l'ONUSIDA et des Co-Sponsors autour du SWIT. Tandis que l'ONUSIDA et les Co-Sponsors n'embauchent pas de travailleuses du sexe, ils les reconnaissent comme experts et soutiennent leur engagement dans les événements internationaux. Bien que les organisations dirigées par des travailleuses du sexe ont été engagées et consultées, les organisations dirigées par des travailleuses du sexe ne considèrent pas cela comme une participation significative si les décisions ignorent le consensus exprimé par la communauté des travailleuses du sexe ou que les représentants des travailleuses du sexe ne sont pas inclus dans les processus vitaux de prises de décision. Les représentants des travailleuses du sexe dans les Mécanismes de Coordination au Kenya ont été très actifs pour essayer de garder la communauté des travailleuses du sexe informée sur les priorités et processus du Fonds Mondial.

Au Suriname, la plupart des parties prenantes interviewées accueillent favorablement l'idée de participation significative des travailleuses du sexe. Comme SUCOS est relativement nouvelle et la seule organisation dirigée par des travailleuses du sexe du pays, la plupart des parties prenantes n'ont pas d'expérience dans la participation significative des organisations dirigées par des

"Il y aura des élections et les travailleuses du sexe peuvent choisir leurs propres représentants. Ce sera bénéfique pour les autres membres du CCM d'entendre les voix du terrain directement. Cela pourrait être difficile pour les représentants de parler ouvertement des défis que leurs pairs ou eux-mêmes subissent mais on peut dépasser ça."

Fonds Mondial  
Fiche du Pays Suriname

travailleuses du sexe et les interviews fournissent une chance de discuter et espérons de renforcer la relation avec les parties prenantes. Un enthousiasme similaire est exprimé par le Fonds Mondial à la

suite de l'élection d'une représentante des travailleuses du sexe au Mécanisme de Coordination du Pays [CCM]. Cependant, le représentant du Fonds Mondial souligne aussi un 'fossé culturel' entre les représentants de la communauté des travailleuses du sexe et d'autres membres du CCM tout en assurant qu'un budget est disponible pour développer la capacité [du représentant des travailleuses du sexe] pour soutenir leur consultation avec, et les retours vers, la communauté des travailleuses du sexe. Au Suriname, il n'y a pas de mécanismes formels ou d'accords sur comment les organisations dirigées par des travailleuses du sexe seront impliquées, et le processus varie selon la partie prenante.

En Ukraine, les organisations dirigées par des travailleuses du sexe ne ressentent pas qu'elles ont des chances réelles pour une participation significative en dehors de leurs propres organisations et sont frustrées du manque de mécanismes transparents pour l'implication avec les parties prenantes, ainsi que le manque de ressources pour mettre en œuvre les mécanismes qui ont été acceptés. Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe signalent que les attitudes stéréotypées et stigmatisantes à l'égard des travailleuses du sexe prévalent et tandis qu'on dit aux travailleuses du sexe qu'elles sont reconnues comme expertes, elles ne sont pas traitées comme telles dans les forums sur les politiques liées au travail du sexe et les programmes pour les travailleuses du sexe. Un exemple de cela a été l'implication des travailleuses du sexe dans la rédaction des demandes de financements au Fonds Mondial. Malgré leur participation dans un certain nombre de groupes de travail, peu de leurs recommandations, qui sont basées sur le SWIT, ont été acceptées pour inclusion dans la demande. En général, les organisations dirigées par des travailleuses du sexe signalent qu'elles ne pensent pas qu'elles ont de réelles possibilités pour une participation significative, qu'il y a un manque de mécanismes transparents, et que les ressources ne sont pas rendues disponibles pour soutenir leur participation dans les mécanismes qui sont actuellement utilisés.

“Les organisations de travailleuses du sexe ne pensent pas qu'elles ont les possibilités réelles pour une participation pleine et constructive. En disant que nous voulons dire ceci: il y a une possibilité formelle pour la participation, mais il n'y a pas de mécanismes pratiques et pas assez de ressources pour imposer cette formalité.”

Organisations dirigées par des travailleuses du sexe  
Fiche du Pays Ukraine

Les parties prenantes du Fonds Mondial qui ont pris part au pilote sont toutes d'accord que les travailleuses du sexe devraient décider par qui et comment elles sont représentées dans les processus nationaux. Elles sont aussi d'accord que les organisations dirigées par des travailleuses du sexe peuvent décider si elles participent ou non dans les forums politiques, et reconnaissent l'expertise des travailleuses du sexe et que leurs points de vue sont d'égale valeur que ceux d'autres parties prenantes. Elles signalent constamment que la participation des travailleuses du sexe dans les forums politiques a augmenté dans les 5 dernières années. Cependant, il n'y a pas de consensus parmi les parties prenantes du Fonds Mondial sur le fait que les travailleuses du sexe devraient être impliquées à tous les niveaux des programmes sur le travail du sexe.

Les parties prenantes du gouvernement en Ukraine sont convaincus par le fait que les travailleuses du sexe décident par qui et comment elles sont représentées, le comment de cette participation est faite et si elles participent ou non. Ils affirment que les opinions des travailleuses du sexe sont considérées comme d'égale valeur à celles d'autres parties prenantes et ont affirmé que les organisations dirigées par des travailleuses du sexe ne sont pas discriminées à cause d'un manque d'expérience (formelle) avec leur demande de subvention ni d'une inégale distribution de pouvoir dans les prises de décisions finales. Ils affirment que les travailleuses du sexe ont l'opportunité de participer dans les programmes sur le travail du sexe à toutes les étapes et que les processus de prises de décisions sont transparents. En Ukraine, l'ONUSIDA affirme qu'ils n'ont pas rencontré de

cas de discrimination contre les travailleuses du sexe basés sur leur expérience ou d'exigences à l'égard des organisations dirigées par des travailleuses du sexe pour recevoir des subventions.

Les agences des Nations Unies affirment que les travailleuses du sexe ont la possibilité de participer à toutes les étapes des programmes liés au travail du sexe et que les travailleuses du sexe sont suffisamment équipées d'information. En Ukraine, l'ONUSIDA contribue à assurer que les populations clés participent au Conseil de Coordination National pour Prévenir le VIH/SIDA. Cependant, l'ONUSIDA en Ukraine affirme aussi que le processus de participation significative des organisations dirigées par des travailleuses du sexe peut être amélioré par une augmentation du temps que les organisations dirigées par des travailleuses du sexe consacrent aux consultations parmi la communauté des travailleuses du sexe et affirme que même si des Termes de Référence clairs sont spécifiés avant qu'une tâche soit entreprise, certaines personnes apparaissent comme représentant leurs intérêts personnels plutôt que les intérêts de la communauté qu'elles sont censées représenter.

## **CONCLUSIONS:**

### Accessibilité

Pour que le SWIT soit efficacement déployé il est essentiel que toutes les parties prenantes aient un accès au document entier *dans les langues qui sont comprises par les travailleuses du sexe dans le pays*. Des copies imprimées seront requises pour les membres de la communauté qui n'ont pas accès à un équipement informatique approprié pour lire de longs documents.

Le Guide Futé des Travailleuses du Sexe sur le SWIT fournit un document plus accessible pour les membres de la communauté, et devrait être rendu disponible et disséminé par les parties prenantes dans les langues comprises par les travailleuses du sexe dans le pays, y compris les travailleuses du sexe migrantes qui ne peuvent pas parler les langues locales.

### Usage du SWIT

Pour que le SWIT soit efficacement déployé et utilisé il y a besoin de renforcement de capacités continu au travers des six chapitres du SWIT pour les parties prenantes.

L'ONUSIDA et les cosponsors devraient assurer que le personnel aux niveaux mondial, continental et national reçoive une formation sur le SWIT, et les autres outils de mise en œuvre avec les populations clés, afin qu'ils puissent plaider efficacement avec les gouvernements et d'autres parties prenantes pour des programmes avec les travailleuses du sexe basés sur les droits.

Les gouvernements nationaux et locaux devraient assurer que les plans stratégiques VIH et santé soient alignés sur le SWIT et que les programmes avec les travailleuses du sexe soient mis en œuvre par le gouvernement respectent les guides normatifs internationaux fournis par le SWIT.

Les organisations non gouvernementales, nationales et internationales, devraient assurer que leurs programmes sont alignés sur le SWIT, et que les services fournis répondent aux besoins et priorités identifiés par les travailleuses du sexe.

Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe devraient assurer que leurs membres sont bien conscients du SWIT et sont soutenus dans le suivi de la mise en œuvre de tous les six chapitres du SWIT et plaident pour des améliorations dans l'alignement des services qu'ils reçoivent avec le SWIT.

### Participation significative des travailleuses du sexe

Les travailleuses du sexe et les organisations dirigées par des travailleuses du sexe ne sont toujours pas reconnues comme expertes par les autres parties prenantes, ce qui crée des barrières à leur participation significative dans la conception, le développement, la mise en œuvre, la gestion, le suivi et l'évaluation des programmes.

L'ONUSIDA et cosponsors devraient assurer que les organisations dirigées par des travailleuses du sexe soient informées sur leur travail lié au SWIT et soient impliquées comme expertes quand ils mettent en œuvre des programmes de renforcement des capacités.

Les gouvernements devraient explorer les manières de financer les organisations dirigées par des travailleuses du sexe pour délivrer des services.

Les organisations non gouvernementales devraient explorer les manières de renforcer la capacité des organisations dirigées par des travailleuses du sexe, et assurer qu'elles initient un partage de pouvoir pour que la communauté des travailleuses du sexe puisse enfin délivrer ses propres services.